

avoir déjà fait beaucoup pour les provinces Maritimes—les habitants de ces provinces peuvent eux aussi rappeler tout ce qu'ils ont fait pour les Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Il est inadmissible qu'on tienne ces propos tout en gaspillant les deniers publics, ce qu'on fait en laissant s'écrouler entreprise sur entreprise, par suite de l'augmentation du coût de l'électricité. C'est pourquoi je dis au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources qu'il doit prendre le taureau par les cornes et voir le problème en face; j'espère, pour l'amour de Dieu qu'il ne va pas se lever pour évoquer en termes généraux de vagues solutions à long terme. Je voudrais qu'il nous dise s'il est disposé en principe à accepter un programme d'aide provisoire sélectif qui permettrait de protéger les résultats obtenus grâce au programme du gouvernement destiné à niveler les disparités économiques régionales.

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je suis heureux que ce débat nous donne l'occasion de discuter d'une question extrêmement importante aux yeux des Canadiens, surtout ceux de l'Atlantique, mais je ne pense pas que nous devions envisager le problème seulement sous l'angle de ces provinces seulement. Quelle que soit la gravité de ce problème pour cette région, il me semble évident que les autres provinces peuvent également réclamer un traitement spécial. Mais ce n'est point là l'objet du débat d'aujourd'hui, qui porte plutôt sur certaines préoccupations propres aux provinces de l'Atlantique, et c'est de cela que je veux parler.

J'ai écouté attentivement la critique de l'opposition officielle en matière d'énergie. En fait, j'avais déjà pu prendre connaissance du communiqué qu'il nous a envoyé hier et dans lequel il dit:

Au cours de ce débat, les progressistes conservateurs ont l'intention de rappeler au gouvernement ses responsabilités à l'égard des habitants des provinces de l'Atlantique et de faire des propositions positives en vue d'améliorer la situation.

J'ai bien écouté ses observations, quelles étaient ces propositions qu'on avait à nous soumettre, à nous et aux Canadiens, particulièrement ceux de l'Atlantique. Il faut bien dire, pour être franc, que je n'en ai trouvée aucune. J'ai aussi bien écouté l'ancien chef de l'opposition; si le parti conservateur a des idées sur la question, j'espère qu'au cours du débat il ne manquera pas de nous en faire part avec plus de précision.

● (1600)

Pour citer l'orateur qui a ouvert le débat, il semble que son parti ne veut pas entendre parler de subventions gouvernementales pour préparer l'avenir mais qu'il souhaite des mesures immédiates. Peut-être ne l'ai-je pas cité exactement, mais il a semblé s'éloigner totalement du problème de la région de l'Atlantique. L'ancien chef de l'opposition a pris soin de souligner et de nous exposer le problème et l'ensemble de ses effets. Il a fait remarquer qu'il y avait un problème à long terme et souligné ses répercussions sur l'industrialisation de cette région. Je peux comprendre son point de vue, mais j'ai beaucoup de mal à comprendre pourquoi cet autre critique de la politique énergétique actuelle, le député de Don Valley (M. Gillies), refuse les solutions à long terme. Il a fait allusion à l'énergie nucléaire comme s'il s'agissait d'un programme que nous ne devrions même pas envisager dans les provinces de l'Atlantique. Il a dit qu'il n'était qu'un pis-aller pour favo-

Énergie

riser nos ventes de matériel nucléaire. C'est là son expression. Elle est peut-être bien servie, mais c'est là l'ennui avec son parti, il manque de courage, lorsqu'il s'agit d'exploiter l'une des meilleures réalisations techniques du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Gillespie: Le système CANDU a déjà prouvé qu'il était sans rival. Si le député n'est pas d'accord avec moi ou s'il en doute, qu'il s'adresse donc à son collègue d'une circonscription provinciale très proche de la sienne, le ministre de l'Énergie de la province d'Ontario, M. Timbrell. Il me semble que c'est la seule raison qui puisse justifier la décision qu'a prise le gouvernement d'Ontario de dépenser des millions, voire des milliards de dollars. Au Canada, nous disposons du meilleur système nucléaire du monde entier. Je pense qu'il serait utile de parler pendant quelques instants de l'ampleur du problème et, surtout, des raisons montrant qu'il s'agit là d'un problème bien particulier.

M. Gillies: Nous connaissons les questions, mais quelles sont les réponses?

M. Gillespie: L'attitude spéieuse et superficielle du député de Don Valley en est une. Il aimerait être métamorphosé en expert quand bien même il ne saurait pas en quoi consiste le problème.

Une voix: Mieux vaut cet expert que pas d'expert du tout.

M. Gillespie: On a répété maintes et maintes fois que le seul problème des provinces atlantiques est qu'elles dépendent des importations de pétrole étranger et qu'une très grande proportion de leur énergie électrique est produite à partir du pétrole. C'est ce qu'a dit le député de Don Valley, car c'est toujours ce que l'on dit, mais bien peu de personnes admettent—je n'ai entendu personne en face le faire—que la principale raison, c'est que la productivité des centrales électriques du Canada atlantique est moitié moindre que celle des autres centrales canadiennes.

M. Hogan: C'est parce qu'elles utilisent du pétrole.

M. Gillespie: Cela n'a rien à voir avec le carburant, mais est imputable à la taille des usines et à leur efficacité. Voilà pourquoi les réseaux et les connexions sont importants. Ils le sont parce que la population de la région atlantique peut profiter d'éléments plus étendus qui produisent plus efficacement. Si le député veut bien écouter, il reconnaîtra que certains chefs de la région atlantique ont plutôt manqué de clairvoyance.

M. Gillies: Sans parler des dirigeants du gouvernement fédéral.

M. Gillespie: Si nous considérons la productivité des usines d'Ontario, de Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard, nous constatons qu'en Ontario on peut produire environ 665 kWh. En Nouvelle-Écosse, ce chiffre est de 550 et dans l'Île-du-Prince-Édouard, 445. Si nous fixons à 100 p. 100 la proportion de carburant exigée en Ontario, nous constatons qu'elle est de 120 p. 100 en Nouvelle-Écosse et de 150 p. 100 dans l'Île-du-Prince-Édouard. En somme, la proportion est très importante quand il s'agit de produire de l'électricité et de transformer le pétrole en électricité.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, le ministre me permettrait-il une question?